



Assemblée Générale retraités CGT Arles 25 janvier 2024

Chères et chers camarades,

Tout d'abord, permettez-moi de vous souhaiter, au nom du collectif retraités de l'Union Locale CGT d'Arles, une très bonne année 2024, à toutes et tous, ainsi qu'à vos familles et vos proches.

Mais dans le monde, 2024 commence pas mieux que ne se termine 2023 !

Depuis plusieurs mois, les habitants de Gaza sont sous le feu des bombardements de l'armée israélienne. Les massacres de la population palestinienne ne font que s'accroître chaque jour.

La violence et les actes de terreur perpétrés par le Hamas le 7 octobre contre des civils israéliens ne justifient en rien la punition collective actuellement à l'œuvre contre le peuple palestinien tout entier. Les crimes de guerre et crimes contre l'humanité se multiplient dans ce qui s'apparente de plus en plus à un génocide.

Le gouvernement israélien bafoue à nouveau le droit international après l'avoir fait depuis des décennies avec l'occupation des territoires palestiniens par les colons israéliens.

La Cour internationale de justice a entendu, il y a quelques jours, les représentants de l'Afrique du Sud qui accusent Israël de génocide à Gaza, avec des statistiques mises à jour la veille : 23210 palestiniens tués par l'armée israélienne dont 70% sont des femmes et des enfants, 7000 disparus sous les décombres, 350 000 foyers détruits, 85% des Palestiniens de Gaza déplacés, 6000 bombes larguées chaque semaine. Rappelons ici que la bande de Gaza qui compte 2,3 millions d'habitants, couvre une surface correspondant à la moitié de celle de la commune d'Arles !

La CGT porte donc l'exigence d'une paix juste et durable.

Un autre gouvernement d'extrême droite, celui du président Argentin Javier Milei, mobilise une partie de la population contre des mesures de dérégulation économique: tentative de démantèlement total du droit du travail et des protections sociales, des services publics et des secteurs de l'industrie nationalisée, dérégulation du locatif immobilier, privatisations d'entreprises publiques, suppression des « prix justes » dans les supermarchés, flexibilisation de la loi du travail, répression d'Etat contre toutes les formes de lutte et de résistance, et en particulier celles des travailleuses et des travailleurs (manif hier). La CGT France a envoyé en décembre un courrier de soutien à la CGT Argentine, l'Union Départementale a également adressé une motion à l'ambassade d'Argentine. Nous devrions en faire autant.

En Europe nous avons également, et hélas, des gouvernements d'extrême droite, Italie, Hongrie, Slovaquie, les Pays-Bas, et dans une moindre mesure la Finlande, Lettonie et Suède.

En France aussi, la banalisation des idées d'extrême droite continue son chemin, avec l'adoption en décembre dernier, par le Parlement, de la Loi Asile Immigration. Son contenu reprend les principales propositions du Rassemblement National et remet en cause nos principes républicains, dont :

- Le principe de préférence nationale conduira à exclure les étrangers de l'accès aux allocations familiales et aux allocations logement ;
- Le droit du sol est remis en cause et l'acquisition de la nationalité française ne sera plus automatique pour les enfants nés en France mais dont les parents sont étrangers ;
- Les étudiants étrangers devraient fournir une caution pour avoir accès à un titre de séjour ;

- Une réforme de l'Aide Médicale d'État est annoncée.

Cette loi repose sur un énorme mensonge : non, l'immigration n'est pas responsable de l'insécurité ! Au contraire, l'immigration est une richesse pour notre pays. Chaque année, les travailleuses et travailleurs étrangers font rentrer 60 milliards d'euros de cotisations sociales et d'impôts. Un récent rapport de l'OCDE confirme qu'en France, les étrangers rapportent plus qu'ils ne coûtent.

Sans travailleuses et travailleurs étrangers, il y aura beaucoup moins de médecins dans nos hôpitaux, d'aides à domicile, de cuisiniers, de livreurs, de maçons ou d'ouvriers agricoles. Les premières lignes, encensées pendant le Covid, pour beaucoup, ce sont elles et eux !

Le Conseil Constitutionnel, qui doit se prononcer aujourd'hui, censurera peut-être certains articles, mais il restera une loi des plus à droite de la 5^{ème} république, avec l'influence déterminante d'un RN prêt à tous les opportunismes pour faire adopter ses idées sur l'immigration : baisse sur les salaires, plus de précarité et conditions de travail plus dures.

La question n'est donc pas d'avoir, ou de ne pas avoir, des travailleurs immigrés, la question est d'avoir, ou de ne pas avoir, des salariés sans droits.

La CGT prend donc toutes les initiatives pour contribuer à une riposte la plus large possible, pour enterrer ce texte de la honte : c'était l'objet des rassemblements des 14 et 21 janvier à Arles.

Les travailleurs étrangers ne sont pas seuls à être victime de la grande offensive que mène le capital contre le monde travail : les privés d'emploi auront aussi à se soumettre à ses diktats, avec l'apparition de France Travail. La loi dite « plein emploi » prévoit à partir du 1^{er} janvier 2024 de nouvelles obligations : inscription de

tous les bénéficiaires du RSA, signature d'un « contrat d'engagement » et réalisation d'heures d'activités hebdomadaires, sous peine de sanctions. France Travail, c'est aussi imposer aux privés d'emplois les plus précaires, les allocataires du RSA, un accompagnement d'une durée de 15h par semaine avec pour finalité du travail sans salaires via, entre autres, les stages d'immersions dans les entreprises. Tout bénéf pour le medef ! La CGT chômeurs a par ailleurs démontré que 61% des annonces de France Travail sont des annonces bidon (voir un récent article du site internet de l'Union Locale CGT d'Arles)

Après toutes ces attaques contre le monde du travail, ce sont donc les rentiers qui sont les grands bénéficiaires du macronisme, et les chiffres qui viennent de tomber le prouvent encore une fois : en 2023, les actionnaires français auront touché 97 milliards d'euros en dividendes et rachats d'actions, un record, soit une augmentation de 21% entre 2022 et 2023. Sur 20 ans, les revenus des actionnaires ont été multipliés par 4,5, soit une augmentation de 350% ; leurs revenus augmentant 10 fois plus vite que l'inflation. Le dernier rapport d'OXFAM sur les inégalités est édifiant ! (site internet UL !)

Dans le même temps la pauvreté extrême augmente avec 300 000 personnes sans toit, la violence sociale est une réalité quotidienne pour les salariés, les privés d'emplois, les retraités. Et ce ne sont pas les 5.3% de revalorisation des pensions au 1^{er} janvier qui feront le compte, au regard des 2 à 3 mois de pensions perdues par les retraités depuis l'élection de Macron ! Sans compter avec les 4.9% de revalorisation des retraites complémentaires au 1^{er} novembre 2023 ; nous sommes loin du compte ! Le gouvernement répond ainsi aux injonctions de la communauté européenne en faisant année après année baisser le poids des pensions de retraite dans le PIB.

Si les femmes sont une autre catégorie de salariés victimes de dumping social, car sous payées par rapport aux hommes, elles peuvent aussi subir des violences inacceptables, y compris sur les lieux de travail,

Dans un communiqué de presse du 28 décembre, après l'épisode Depardieu, la CGT concluait : « Monsieur Macron voulait s'inscrire dans l'Histoire. Nous retiendrons de sa gouvernance : la protection des plus forts et des plus riches, le sexisme et, depuis la loi immigration, le racisme et la xénophobie assumés par l'application de la préférence nationale ».

Concernant les retraites, l'intersyndicale nationale (groupe des neufs) a décidé de l'interpellation des députés et des sénateurs pour porter notre exigence de l'augmentation de 10% de toutes les pensions. L'intersyndicale départementale y a également travaillé. Une initiative semble être prévue en Mars.

Plus localement, nous portons en plus la revendication de la gratuité des transports, sociale et écologique, avec notre comité de défense des transports collectifs (CODEF). En rappelant ici que la billetterie ne couvre que 8% du coût de fonctionnement. Tout comme celle de l'amélioration de l'offre de soin en Arles, que se soit à l'Hôpital qui manque cruellement de moyens ; les 38 millions d'investissement prévus vont servir à y implanter la Clinique Jeanne d'Arc, du groupe ELSAN (le loup dans la bergerie), ou pour la médecine de Ville, pour la quelle nous revendiquons des centres médicaux publics. Des initiatives sont là aussi prévues, nous vous tiendrons informés.

Enfin, autre menace et pas des moindres, c'est la décision de notre maire (apolitique et maintenant responsable départemental de « Horizons »), d'implanter l'office du tourisme à la Bourse du Travail. Une hérésie historique, sociale et économique. Ce projet fait fi des orientations du Plan de Sauvegarde et de Mise Valeur de notre Secteur Sauvegardé et des études menées en 2018, jusqu'au permis de construire, pour un office du tourisme digne de la Ville d'Arles.

Nationalement, la CGT est née en 1895, l'implantation des bourses du travail avait commencé un peu avant. A Arles les deux ont été créées quasi simultanément, et tout naturellement dans ce même lieu. **La CGT est ici depuis 124 ans, elle y est,**

elle y reste ! C'est notre slogan de lutte. Là aussi des initiatives sont envisagées. De nombreuses motions des syndicats ou sections syndicales CGT d'Arles ont été adressées au Maire, d'autres arrivent des Unions Locales et des syndicats CGT du département. Un comité de soutien a été mis en place. Après deux conférences de presse une première initiative publique est programmée le 1^{er} février à 16h30 à l'occasion de la réunion du Conseil Municipal. Nous vous demandons bien sûr d'y être nombreux.

Voilà donc quelques mots sur ce monde de brutes. A nous d'en soulager les m.a.u.x ! Mais pour cela il nous faut clairement intensifier notre activité. C'est commencé avec un collectif renforcé avec une douzaine de camarades.

Collectif présent tous les lundis matin, avec alternativement une réunion au complet ou une permanence avec deux camarades.

Vous êtes les bienvenus si vous le souhaitez, il nous faudra surtout maintenant renforcer le nombre d'adhérents pour réellement démultiplier notre activité en direction des retraités. Merci de votre aide. Enfin signalons que nous procédons tous à une distribution de tracts tous les 15 jours environ, sur le marché du mercredi ; nous étions 9 mercredi dernier, c'est encourageant !

En m'excusant d'avoir été un peu long, je vais faire place au débat qui sera suivi par une projection de photos de luttes des années 70/80 réalisées par notre ami Daniel Bounias, alors photographe à la mairie.

Avant, quelques remerciements et informations

- Pour la présence de Claude Mas, secrétaire générale de notre Union Syndicale des Retraités CGT des BdR, Nicolas Bourcy, secrétaire général de notre Union Locale CGT d'Arles, Vincent Perez, du bureau de l'Union Locale.
- A Thérèse pour la tenue des comptes de la section multipro alors qu'elle est elle-même de la section des retraités de l'hôpital !

- La question de la communication est déterminante pour notre activité. Nous adressons un courrier de temps en temps. Mais internet est un outil précieux pour nous, plus réactif. Même si pas toujours fiable dans le transfert des messages. C'est la raison pour la quelle nous doublons parfois nos mails via la messagerie de Christian. Merci à lui. Aussi si certains parmi vous ne reçoivent pas nos messages merci de noter vos coordonnées numériques sur la feuille qui circule, y compris pour les non syndiqués.
- D'ailleurs si certains hésitent encore à se syndiquer pour des raisons financières, je rappelle que les 2/3 de la cotisation font l'objet d'un crédit d'impôt.
- Enfin LSR, (Loisir et Solidarité des Retraités) Pays d'Arles, association très proche de la CGT retraités, tiendra son assemblée générale mardi prochain, 30 janvier à la Maison de la Vie Associative. Les non adhérents y sont également invités, évidemment sans prendre part aux votes. (documents sur les tables)

Pour de bon : place au débat !